CDG CAPITAL

COMMUNICATION FINANCIERE

COMPTES CONSOLIDÉS
30 JUIN 2022

COMPTES SOCIAUX
30 JUIN 2022

Tour Mamounia, Place Moulay
El Hassan, Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52
Fax : 05 37 66 52 00
comfin@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

CDG CAPITAL

RAPPORT FINANCIER

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DU 1ER SEMESTRE 2022

Le Conseil d'Administration de CDG Capital s'est réuni le 19 septembre 2022, sous la présidence de Monsieur Khalid Safir, pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 30 juin 2022.

RÉALISATIONS DU 1ER SEMESTRE 2022

Au terme du 1er semestre 2022, CDG Capital affiche des réalisations en progression dans un contexte économique et financier mitigé.

En consolidé, le **Produit Net Bancaire** progresse de **21%** à **MAD 176 millions**, grâce à la dynamique des activités de marché et des commissions sur prestations de service.

Les **charges générales d'exploitation**, dotations aux amortissements comprises, évoluent de 7% à **MAD 109 millions**, induisant un **Résultat Brut d'Exploitation** en progression de 54% à MAD 66.7 millions.

Compte tenu d'une évolution favorable du **coût de risque** se traduisant par des reprises nettes de MAD 5 millions, le **Résultat Net Part du Groupe** s'établit à **MAD 46.7 millions**, en hausse de **49.9%** sur une année glissante.

En social, le **Produit Net Bancaire** de CDG Capital affiche une croissance de 21.6% à **MAD 157.4 millions** en glissement annuel, tiré par la bonne dynamique des activités de marché et des commissions, dans un contexte de hausse du coût de refinancement.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** s'améliore de **47.4%** à **MAD 66 millions**, tenant compte d'une évolution contenue à 6.3% des charges générales d'exploitation à MAD 91 millions contre MAD 85.5 millions une année auparavant.

Le **Bénéfice Net** ressort à **MAD 62 millions** à fin juin 2022, en hausse de 40.3% par rapport au premier semestre 2021.

L'**endettement financier** de la banque, constitué majoritairement d'instruments du marché monétaire, s'établit à MAD 9.3 milliards à fin juin 2022, contre MAD 8.6 milliards au 31 décembre 2021.

UNE ASSISE FINANCIÈRE SOLIDE QUI SE PRESERVE

Les fonds propres prudentiels de CDG Capital s'établissent à **MAD 1.4 milliards** à fin juin 2022, induisant un ratio de solvabilité de **18.4%**.

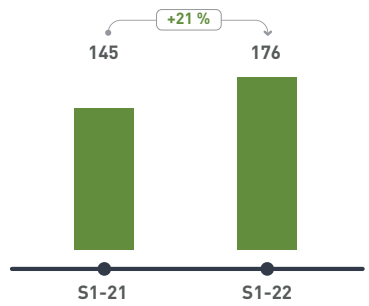
La Banque maintient un profil de liquidité solide, avec un ratio de liquidité à court terme (LCR) moyen de **158%** sur le 1er semestre 2022.

A PROPOS DE CDG CAPITAL

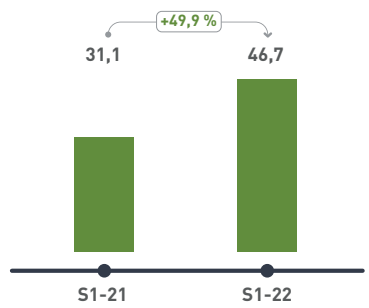
Créée en 2006, CDG Capital est une Banque de Financement et d'Investissement issue de la consolidation de l'ensemble des lignes métiers dédiées aux marchés financiers au sein du Groupe CDG. Depuis, CDG Capital a su développer une gamme d'expertises pointues, au service d'une clientèle institutionnelle et d'entreprises publiques et privées. La Banque se positionne comme un acteur majeur du secteur bancaire marocain à même :

- D'offrir des expertises affirmées en ingénierie financière, de développer une capacité de financement, d'investissement et de distribution utile aux acteurs publics et privés ;
- D'offrir des solutions d'investissement performantes et efficientes, adaptées aux attentes, aux contraintes et à l'appétence au risque de ses clients. Performantes en termes d'optimisation du couple risque / rendement et efficientes en termes d'exécution et de services ;
- De canaliser et mobiliser l'épargne nationale et d'en assurer une gestion responsable et efficace à la hauteur des enjeux de l'épargne longue ;
- De participer au développement du marché de capitaux et de son infrastructure en s'inscrivant comme un partenaire-acteur des autorités économiques et financières.

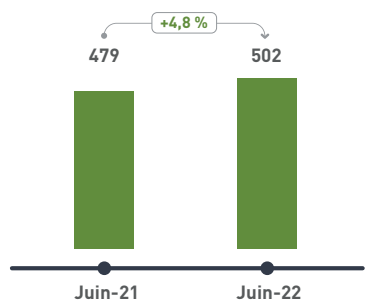
PNB Consolidé (1)



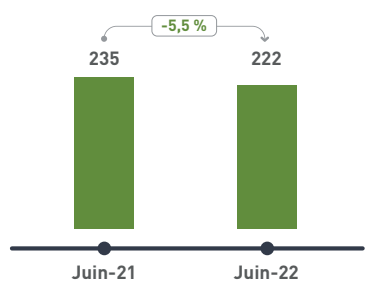
Résultat Net Consolidé (1)



Actifs en Conservation (2)



Actifs sous Gestion (2)



(1) Montants en millions de dirhams
Périmètre de consolidation inchangé courant 2022.
(2) Encours de fin de période en milliards de dirhams

COMMUNICATION FINANCIÈRE

+212 537 665 252 (LG) +212 537 665 200 Email : comfin@cdgcapital.ma www.cdgcapital.ma

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES

RÉFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2022 est optionnelle.

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).
Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin Juin 2022, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2022		31/12/2021		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée les instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est apprécié sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers
Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles
Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles
Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans	10 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement
Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;

- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwills.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.
Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1 ACTIF

ACTIF	Notes	30/06/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	629 009	430 424
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	9 025 671	9 170 957
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 795 355	7 641 775
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 230 317	1 529 182
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	3 109 463	2 582 517
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		3 060 190	2 533 244
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		49 274	49 274
Titres au coût amorti	5.1.4	2 641	4 308
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	433 968	608 498
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	1 024 414	1 130 248
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible		14 665	3 200
Actifs d'impôt différé		11 534	14 302
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	1 224 290	1 317 844
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5.1.8	82 367	88 037
Immobilisations incorporelles	5.1.9	73 897	72 032
Ecarts d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		**15 730 156**	**15 520 603**

5.1.1 Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	30/06/2022		31/12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	473	-	370	-
Banques Centrales, trésor public, Service des chèques postaux	628 536	-	430 054	-
Total	**629 009**	**-**	**430 424**	**-**

5.1.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2022				31/12/2021			
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**-**	**7 795 355**	**-**	**7 795 355**	**-**	**7 641 775**	**-**	**7 641 775**
Bons du Trésor	-	6 958 190	-	6 958 190	-	6 590 776	-	6 590 776
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	419 351	-	419 351	-	886 937	-	886 937
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	417 814	-	417 814	-	164 061	-	164 061
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	**1 097 309**	**131 595**	**1 413**	**1 230 317**	**1 395 886**	**131 884**	**1 413**	**1 529 182**
Total	**1 097 309**	**7 926 950**	**1 413**	**9 025 671**	**1 395 886**	**7 773 658**	**1 413**	**9 170 957**

5.1.3 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2022				31/12/2021			
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables	**-**	**3 060 190**	**-**	**3 060 190**	**-**	**2 533 244**	**-**	**2 533 244**
Bons du Trésor	-	1 195 100	-	1 195 100	-	886 994	-	886 994
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	1 865 089	-	1 865 089	-	1 646 250	-	1 646 250
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables	**-**	**-**	**49 274**	**49 274**	**-**	**-**	**49 274**	**49 274**
Total	**-**	**3 060 190**	**49 274**	**3 109 463**	**-**	**2 533 244**	**49 274**	**2 582 517**

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

	30/06/2022				31/12/2021			
Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	3 077 836	-	-	**3 077 836**	2 551 016	-	-	**2 551 016**
Dépréciations	17 646	-	-	**17 646**	17 772	-	-	**17 772**
Net	**3 060 190**	**-**	**-**	**3 060 190**	**2 533 244**	**-**	**-**	**2 533 244**

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4 Titres au coût amorti

Titres au coût amorti	30/06/2022	31/12/2021
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	45 690	50 000
Total	**45 690**	**50 000**
Dépréciations	43 049	45 692
Net	**2 641**	**4 308**

	30/06/2022				31/12/2021			
Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	-	-	45 690	**45 690**	-	-	50 000	**50 000**
Dépréciations	-	-	43 049	**43 049**	-	-	45 692	**45 692**
Net	**-**	**-**	**2 641**	**2 641**	**-**	**-**	**4 308**	**4 308**

5.1.5 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	30/06/2022	31/12/2021
A vue	**100 941**	**236 720**
Comptes ordinaires	100 941	236 720
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
A terme	**334 654**	**374 316**
Prêts et comptes à terme	333 333	366 667
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	1 321	7 649
Encours bruts	**435 596**	**611 036**
Dépréciations	1 627	2 538
Encours nets	**433 968**	**608 498**

	30/06/2022				31/12/2021			
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	435 596	-	-	**435 596**	611 036	-	-	**611 036**
Dépréciations	1 627	-	-	**1 627**	2 538	-	-	**2 538**
Net	**433 968**	**-**	**-**	**433 968**	**608 498**	**-**	**-**	**608 498**

5.1.6 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2022	31/12/2021
Crédits de trésorerie	51 465	96	112 413	1 165	**165 138**	**337 312**
. Comptes à vue débiteurs	51 465	96	17	1 165	52 743	215 977
. Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
. Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits de trésorerie	-	-	112 396	-	112 396	121 334
Crédits à la consommation	-	-	-	2 157	**2 157**	**2 322**
Crédits à l'équipement	400 000	-	450 537	-	**850 537**	**790 182**
Crédits immobiliers	-	-	-	799	**799**	**896**
Intérêts courus à recevoir	5 249	-	6 584	-	**11 834**	**6 513**
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	**-**	**-**
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	**-**	**-**
Autres créances	-	-	633	6 882	**7 516**	**8 601**
Encours bruts	**456 714**	**96**	**570 168**	**11 004**	**1 037 981**	**1 145 826**
Dépréciations	-	-	6 848	6 719	**13 567**	**15 578**
Encours nets	**456 714**	**96**	**563 320**	**4 285**	**1 024 414**	**1 130 249**

	30/06/2022				31/12/2021			
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	1 031 262	-	6 719	**1 037 981**	1 138 148	-	7 678	**1 145 826**
Dépréciations	6 848	-	6 719	**13 567**	7 900	-	7 678	**15 578**
Net	**1 024 414**	**-**	**-**	**1 024 414**	**1 130 248**	**-**	**-**	**1 130 249**

5.1.7 Comptes de régularisation et autres actifs

	30/06/2022	31/12/2021
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 254	2 224
Créances fiscales	210 738	211 714
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	32 509	55 612
Débiteurs divers	977 424	1 043 152
Comptes de liaison	1 365	5 142
Total	**1 224 290**	**1 317 844**

5.1.8 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2021	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 30/06/2022
Terrains et constructions	39 054	188	-	39 242
Matériel, outillage et transport	5 432	-	-	5 432
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	64 184	1 586	-	65 770
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	306	-	-	306
Droits d'utilisation	85 251	-	-	85 251
Total	**194 226**	**1 774**	**-**	**196 000**

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2021	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 30/06/2022
Terrains et constructions	26 040	986	-	27 026
Matériel, outillage et transport	3 408	389	-	3 797
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	51 547	2 723	-	54 270
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	25 194	3 346	-	28 540
Total	**106 189**	**7 444**	**-**	**113 633**

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2021	Valeurs nettes au 30/06/2022
Terrains et constructions	13 014	12 216
Matériel, outillage et transport	2 023	1 634
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	12 637	11 500
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	306	306
Droits d'utilisation	60 057	56 711
Total valeurs nettes	**88 037**	**82 367**

Droits d'utilisation	31/12/2021	30/06/2022
Immobilier		
Valeurs brutes	**85 251**	**85 251**
Amortissements & dépréciations	**25 194**	**28 540**
Valeurs nettes	60 057	56 711
Mobilier		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements & dépréciations	-	-
Valeurs nettes	**-**	**-**
Total valeurs nettes	**60 057**	**56 711**

5.1.9 Immobilisations incorporelles

	Valeurs brutes au 31/12/2021	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 30/06/2022
Valeurs brutes	**175 783**	13 083	-	-	**188 866**
Amortissements	**103 752**	-	-	11 218	**114 969**
Valeurs nettes	**72 032**	**13 083**	**-**	**11 218**	**73 897**

5.1.10 Ecarts d'acquisition

	31/12/2021	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/2022
Valeurs brutes	**98 235**	**-**	**-**	**-**	**-**	**98 235**
CDG Capital Gestion	93 424					93 424
CDG Capital Bourse	4 802					4 802
CDG Capital Real Estate	9					9
Cumul des pertes de valeur	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
CDG Capital Gestion	-					-
CDG Capital Bourse	-					-
CDG Capital Real Estate	-					-
Valeurs nettes	**98 235**	**-**	**-**	**-**	**-**	**98 235**

5.2 PASSIF

PASSIF	Notes	30/06/2022	31/12/2021
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	249 512	72 759
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		249 512	72 759
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	5 548 752	5 650 377
Dettes envers la clientèle	5.2.3	3 486 997	2 651 141
Titres de créance émis	5.2.4	2 750 070	2 483 928
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		19 487	34 675
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 025 416	2 917 494
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	3 161	3 755
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	504 861	512 775
Capitaux propres		1 141 900	1 193 698
Capitaux propres part du groupe		1 141 900	1 193 698
Capital et réserves liées		930 000	930 000
Réserves consolidées		175 291	176 749
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(10 080)	(1 789)
Résultat net de l'exercice		46 689	88 739
Intérêts minoritaires		-	-
TOTAL PASSIF		**15 730 156**	**15 520 603**

5.2.1 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2022				31/12/2021			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	249 512	-	**249 512**	-	72 759	-	**72 759**
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Total	**-**	**249 512**	**-**	**249 512**	**-**	**72 759**	**-**	**72 759**

5.2.2 Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires	**-**	**31 107**	**53 081**	**355 574**	**439 762**	**284 688**
Valeurs données en pension	**2 473 894**	**-**	**616 500**	**-**	**3 090 394**	**4 245 540**
- au jour le jour	300 174	-	616 500	-	916 674	1 607 485
- à terme	2 173 720	-	-	-	2 173 720	2 638 055
Emprunts de trésorerie	**693 000**	**313 379**	**950 000**	**-**	**1 956 379**	**1 054 608**
- au jour le jour	-	-	950 000	-	950 000	600 000
- à terme	693 000	313 379	-	-	1 006 379	454 608
Emprunts financiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Intérêts courus à payer	**477**	**11**	**70**	**-**	**558**	**549**
Autres dettes	**-**	**1 765**	**-**	**-**	**1 765**	**2 353**
Dettes locatives	**-**	**59 894**	**-**	**-**	**59 894**	**62 638**
Total	**3 167 371**	**406 157**	**1 619 651**	**355 574**	**5 548 752**	**5 650 377**

Variation des dettes locatives	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	30/06/2022
Dettes locatives	**85 251**	-	-	**85 251**
Amortissements	**22 612**	2 744	-	**25 356**
Valeurs nettes	**62 638**	**(2 744)**	**-**	**59 894**

5.2.3 Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	858	704 144	937 889	38 444	**1 681 335**	**1 037 976**
Comptes d'épargne	-	-	-	-	**-**	**-**
Dépôts à terme	-	658 369	-	2 500	**660 869**	**757 573**
Valeurs données en pension	-	1 032 938	-	-	**1 032 938**	**548 349**
Autres comptes créditeurs	94 010	1 607	13 388	261	**109 266**	**297 326**
Intérêts courus à payer	-	2 576	-	13	**2 589**	**9 917**
Total	**94 868**	**2 399 634**	**951 277**	**41 218**	**3 486 997**	**2 651 141**

5.2.4 Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	30/06/2022
Bons de caisse	**-**	**-**	**-**	**-**
Titres du marché interbancaire	**-**	**-**	**-**	**-**
Titres de créances négociables	**2 483 928**	**1 758 253**	**1 492 111**	**2 750 070**
Emprunts obligataires	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres dettes représentées par un titre	**-**	**-**	**-**	**-**
Titres subordonnés	**512 775**	**-**	**7 915**	**504 861**
à durée déterminée	512 775	-	7 915	504 861
à durée indéterminée	-	-	-	-
Total	**2 996 703**	**1 758 253**	**1 500 026**	**3 254 930**

5.2.5 Comptes de régularisation et autres passifs

	30/06/2022	31/12/2021
Opération diverses sur titres	1 504 252	2 027 635
Sommes dues à l'Etat	62 979	99 541
Clients avances et acomptes	3 522	3 522
Charges à payer	17 445	29 843
Dividendes à payer	85 560	-
Autres passifs	351 658	756 953
Total	**2 025 416**	**2 917 494**

5.2.6 Provisions

Provisions	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	30/06/2022
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	**-**	-	-	**-**
Provisions pour autres risques et charges	**3 755**	100	694	**3 161**
Total	**3 755**	**100**	**694**	**3 161**

Ventilation des provisions	31/12/2021	30/06/2022
Court terme	**3 755**	**3 161**
Long terme	**-**	**-**
Total	**3 755**	**3 161**

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Notes	30/06/2022	30/06/2021
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	66 105	57 521
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(91 379)	(64 235)
MARGE D'INTERET		**(25 274)**	**(6 714)**
+ Commissions (produits)	6.2	70 421	57 759
- Commissions (charges)	6.2	(3 878)	(3 710)
MARGE SUR COMMISSIONS		**66 543**	**54 049**
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	85 346	48 763
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	(1 381)	2 622
+ Produits des autres activités	6.5	58 978	60 963
- Charges des autres activités	6.5	(8 303)	(14 279)
PRODUIT NET BANCAIRE		**175 909**	**145 403**
- Charges générales d'exploitation	6.6	(90 589)	(84 071)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(18 662)	(18 038)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		**66 658**	**43 295**
Coût du risque	6.7	5 347	4 036
RESULTAT D'EXPLOITATION		**72 005**	**47 331**
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		-	86
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔT		**72 005**	**47 417**
- Impôt sur les résultats	6.8	(25 317)	(16 271)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RESULTAT NET		**46 689**	**31 147**
Intérêts minoritaires		-	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		**46 689**	**31 147**
Résultat de base par action (en dirhams)	6.9	5,02	3,35
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.9	5,02	3,35

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/2022	30/06/2021
RESULTAT NET		**46 689**	**31 147**
Ecarts de conversion		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		(8 291)	10 271
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		-	-
Réévaluation des immobilisations		-	-
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts		-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		**(8 291)**	**10 271**
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		**38 398**	**41 418**
Dont Part du Groupe		38 398	41 418
Dont Part des minoritaires		-	-

6.1 Marge d'intérêt

	30/06/2022	30/06/2021
Sur opérations avec les établissements de crédits	4 573	8 045
Sur opérations avec la clientèle	23 977	16 142
Intérêts courus et échus sur titres	37 248	33 078
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	307	255
Produits d'intérêt	**66 105**	**57 521**
Sur opérations avec les établissements de crédits	23 174	13 236
Sur opérations avec la clientèle	25 232	18 963
Sur dettes représentées par titres	33 150	26 029
Sur dettes subordonnées	8 618	4 861
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	1 207	1 146
Charges d'intérêt	**91 379**	**64 235**

6.2 Commissions

	30/06/2022			30/06/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	56 689	2 959	**53 730**	54 971	3 013	**51 958**
Prestations et services pour conseils financiers	13 246	-	**13 246**	2 405	-	**2 405**
Autres	486	919	**(434)**	383	697	**(314)**
Produits et charges nets des commissions	**70 421**	**3 878**	**66 543**	**57 759**	**3 710**	**54 049**

6.3 Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2022	30/06/2021
Dividendes reçus	275	-
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	68 581	41 317
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	13 765	8 542
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	2 725	(1 096)
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Gains ou pertes nets	**85 346**	**48 763**

6.4 Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/2022	30/06/2021
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propores	(1 381)	2 622
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**(1 381)**	**2 622**

6.5 Résultat des autres activités

	30/06/2022	30/06/2021
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	50 676	46 684
Produits et charges nets des autres activités	**50 676**	**46 684**

6.6 Charges générales d'exploitation

	30/06/2022	30/06/2021
Charges de personnel	59 904	56 341
Impôts et taxes	1 963	1 936
Services extérieurs et autres charges	28 722	25 794
Charges générales d'exploitation	**90 589**	**84 071**

6.7 Coût du risque

	30/06/2022	30/06/2021
Dotations aux provisions	**-**	**90**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	-
Provisions pour dépréciation des titres	-	-
Provisions pour risques	-	90
Reprises sur provisions	**6 384**	**4 127**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	2 922	1 988
Provisions pour dépréciation des titres	2 769	2 139
Provisions pour risques	694	-
Variation des provisions	**(6 384)**	**(4 036)**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	1 037	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	**(5 347)**	**(4 036)**

6.8 Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	30/06/2022	30/06/2021
Charge d'impôts courants	17 685	11 435
Charge d'impôts différés	7 632	4 836
Charge d'impôts de la période	**25 317**	**16 271**

6.9 Résultat de base et résultat dilué par action

	30/06/2022	30/06/2021
Résultat Net Part du Groupe	46 689	31 147
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	9 300 000
Résultat par action en dirhams	**5,02**	**3,35**

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	30/06/2022	31/12/2021
Engagements de financements et de garantie donnés	**2 343 726**	**1 992 793**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
. Crédits documentaires import	-	-
. Acceptations ou engagements de payer	-	-
. Ouvertures de crédit confirmés	-	-
. Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
. Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
. Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**619 469**	**284 819**
. Crédits documentaires import	-	-
. Acceptations ou engagements de payer	-	-
. Ouvertures de crédit confirmés	493 535	258 208
. Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
. Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
. Autres engagements de financement donnés	125 934	26 611
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
. Crédits documentaires export confirmés	-	-
. Acceptations ou engagements de payer	-	-
. Garanties de crédits données	-	-
. Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
. Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1 724 256**	**1 707 974**
. Garanties de crédits données	-	-
. Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
. Autres cautions et garanties données	1 724 256	1 707 974
. Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	**909 438**	**909 438**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**500 000**	**500 000**
. Ouvertures de crédits confirmés	-	-
. Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
. Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**409 438**	**409 438**
. Garanties de crédits	409 438	409 438
. Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**-**	**-**
. Garanties de crédits	-	-
. Autres garanties reçues	-	-

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

		Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2021		**930 000**	**-**	**-**	**265 488**	**11 441**	**(13 230)**	**1 193 698**	**-**	**1 193 698**
Changement de méthodes comptables		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations		-	-	-	(4 636)	-	-	(4 636)	-	(4 636)
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2022		**930 000**	**-**	**-**	**260 851**	**11 441**	**(13 230)**	**1 189 062**	**-**	**1 189 062**
Opérations sur capital		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes		-	-	-	(85 560)	-	-	(85 560)	-	(85 560)
Résultat de l'exercice au 30 Juin		**-**	**-**	**-**	**46 689**	**-**	**-**	**46 689**	**-**	**46 689**
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	(D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	(E)	-	-	-	-	(8 291)	-	(8 291)	-	(8 291)
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	(F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	**(D) + (E) + (F)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(8 291)**	**-**	**(8 291)**	**-**	**(8 291)**
Variation de périmètre		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 30 Juin 2022		**930 000**	**-**	**-**	**221 980**	**3 150**	**(13 230)**	**1 141 900**	**-**	**1 141 900**

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRESORERIE		30/06/2022	31/12/2021
1 Résultat avant impôts	**(A)**	**72 005**	**145 975**
2 +/- Dotations nettes aux amortssements des immobilisations corporelles et incorporelles		18 662	33 833
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	-
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		(2 769)	595
5 +/- Dotations nettes aux provisions		(2 578)	(5 300)
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-	-
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		-	-
8 +/- Produits/charges des activités de financement		-	-
9 +/- Autres mouvements		(562)	(4 757)
10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**(B)**	**12 752**	**24 371**
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés		76 559	1 027 750
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		943 702	708 201
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		56 374	(1 785 839)
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(1 127 671)	(200 445)
15 - Impôts versés		(17 658)	(57 184)
16 = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	**(C)**	**(68 693)**	**(307 517)**
17 FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	**(D)**	**16 064**	**(137 170)**
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		-	-
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements		-	-
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(14 857)	(42 289)
21 FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	**(E)**	**(14 857)**	**(42 289)**
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(85 560)	(87 420)
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		(7 915)	512 775
24 FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	**(F)**	**(93 475)**	**425 355**
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et equivalents de trésorerie		-	-
26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)		**(92 267)**	**245 895**

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	30/06/2022	31/12/2021
27 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE	**382 456**	**136 561**
28 Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	430 424	73 027
29 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	(47 968)	63 535
30 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE	**290 189**	**382 456**
31 Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	629 009	430 424
32 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprés des établissements de crédit	(338 821)	(47 968)
33 VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	**(92 267)**	**245 895**

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1 Preuve d'impôts

	30/06/2022	30/06/2021
Résultat net de l'ensemble consolidé	**46 689**	**31 147**
Impôts exigibles (IS)	17 685	11 435
Impôts différés	7 632	4 836
Total charge fiscale consolidée IFRS	**25 317**	**16 271**
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	**72 005**	**47 417**
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	35%	34%
Montant de différences de taux mère/filiale	1 827	1 665
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge fiscale recalculée	**27 144**	**17 936**
Taux d'impôt légal au Maroc	**37%**	**37%**

10.2 Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2021	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2022
Impôts différés actifs	**14 302**	7 632	(10 399)	**11 534**
Impôts différés passifs	**-**	-	-	**-**
Impôts différés actifs / passifs	**14 302**	**7 632**	**(10 399)**	**11 534**

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2018 à 2021 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique...) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
  - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
  - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
  - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
  - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
  - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
  - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.

- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.

- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.
CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises.
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel.

L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

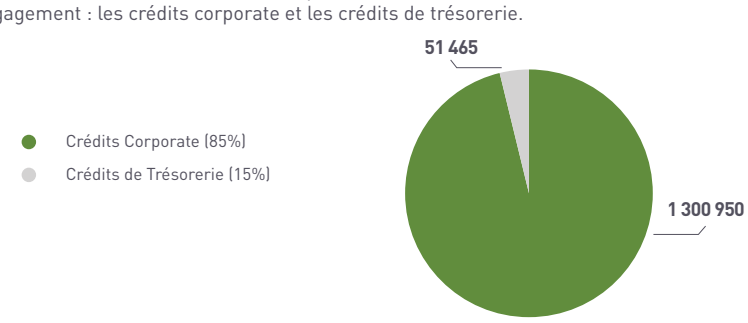
Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la Gestion Globale des Risques (DGGR) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin juin 2022 (en milliers de dirhams) :

Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements « activité de crédit » au 30/06/2022

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :
• Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
• Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHE

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :
• **Les taux d'intérêt :** le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
• **Les taux de change :** le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
• **Les prix :** le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
• **Les spreads de crédit :** le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de Value at Risk (VaR) est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisé dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres (FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.
Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de Value at Risk (VaR) et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

A fin juin 2022, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :
• la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
• l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
• la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
• le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin juin 2022, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de 11,30% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le premier semestre 2022, avec une moyenne de 158% et un niveau minimum de 128% en juin 2022.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assesment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

Sécurité de l'information
L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :
. Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
. Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
. Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
. La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
. Sécurité réseau ;
. Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Courant l'année 2022, la DGGR a mis en place un système d'information pour la gestion des risques opérationnels (HOPEX IRM) de l'éditeur MEGA. Ce système permet :
. Création d'un référentiel risque opérationnel automatiser ;
. Gestion intégrée du processus de cartographies des risques ;
. La gestion des incidents opérationnels ;
. Le backtesting des risques opérationnels identifiées ;
. Le suivi des plans d'actions relatifs au dispositif de maitrise des risques ;
. L'Edition des tableaux de bords et des reportings risques opérationnels.

La surveillance des pertes internes :
La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :
. de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc.) ;
. de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
. d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
. de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITE DE L'ACTIVITE (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scenarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son PCA (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2013, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2014 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA de la filiale CDG Capital Gestion.

L'exercice 2022 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Courant de cette exercice CDG Capital a validé sont Plan de reprise d'activité, comme il a été prévu dans la feuille de route du plan de continuité d'activité.
Un bilan d'impact a été validé par les instances de gouvernance et la feuille de route du projet et en cours de déploiement.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :
1) La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
2) La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
3) Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
4) Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maitrise du niveau de solvabilité issu des orientations

budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin juin 2022, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 62% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 65% sur base consolidée. Ceci s'explique par l'émission d'une dette subordonnée d'un montant de MAD 500 millions sur 10 ans, considérée dans les fonds propres de catégorie 2.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

A fin juin 2022, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **MAD 1 408 millions**, contre **MAD 1 426 millions** sur base consolidée.

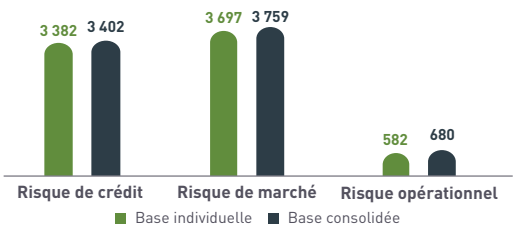
2.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

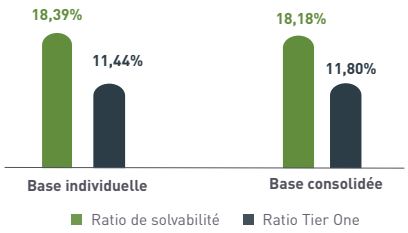
Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin juin 2022 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :

Ventilation des actifs pondérés par risque



2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ

A fin juin 2022, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maitrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La **deuxième ligne** de maitrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maitrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca

GROUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2022

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL et de ses filiales (GROUPE CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2022. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 1 141 900 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 46 689 KMAD.

Cette situation intermédiaire a été établie par la Direction dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG Capital établis au 30 juin 2022, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 23 septembre 2022

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment "C" - Tour Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Coopers Audit Maroc S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdelaziz Almechatt
Associé

Lien vers publications financières :

https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere

COMPTES SOCIAUX - Au 30 JUIN 2022

Publiés en milliers de dirhams

BILAN

ACTIF	30/06/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**629 002**	**430 418**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**368 151**	**527 583**
A vue	33 496	153 268
A terme	334 654	374 316
Créances sur la clientèle	**1 031 052**	**1 137 865**
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	169 966	339 870
Crédits et financements participatifs à l'équipement	859 700	796 459
Crédits et financements participatifs immobiliers	799	896
Autres crédits et financements participatifs	587	640
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	**11 555 105**	**11 477 989**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 172 337	7 485 862
Autres titres de créance	2 379 383	2 639 426
Titres de propriété	982 065	1 331 535
Certificats de Sukuk	21 319	21 166
Autres actifs	**1 219 403**	**1 167 870**
Titres d'investissement		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	**260 464**	**260 633**
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	62 434	62 603
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	**72 775**	**70 733**
Immobilisations corporelles	**12 982**	**14 550**
TOTAL ACTIF	**15 148 933**	**15 087 641**

BILAN

PASSIF	30/06/2022	31/12/2021
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**5 487 176**	**5 989 727**
A vue	2 306 600	2 896 613
A terme	3 180 576	3 093 114
Dépôts de la clientèle	**3 502 244**	**2 668 951**
Comptes à vue créditeurs	2 729 562	1 206 950
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	663 416	1 164 675
Autres comptes créditeurs	109 266	297 326
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	**2 750 070**	**2 483 928**
Titres de créance négociables émis	2 750 070	2 483 928
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	**1 709 681**	**2 213 039**
Provisions pour risques et charges	**33 499**	**34 277**
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	**504 861**	**512 775**
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	**169 318**	**164 822**
Capital	**930 000**	**930 000**
Actionnaires Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	**66**	**187**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	**62 018**	**89 936**
TOTAL PASSIF	**15 148 933**	**15 087 641**

HORS BILAN

	30/06/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNES	**5 176 984**	**4 920 535**
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	619 754	286 780
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 726 971	1 709 013
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 830 258	2 924 742
ENGAGEMENTS RECUS	**2 061 272**	**1 498 005**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	409 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	1 151 834	588 567
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

(EN milliers de DHS)	30/06/2022	30/06/2021
+ Intérêts et produits assimilés	61 685	54 003
- Intérêts et charges assimilées	86 327	60 089
MARGE D'INTERET	**(24 641)**	**(6 086)**
(+) Produits sur financements participatifs		
(-) Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION		
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara		
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA		
+ Commissions perçues	70 421	57 759
- Commissions servies	3 873	3 552
MARGE SUR COMMISSIONS	**66 548**	**54 206**
± Résultat des opérations sur titres de transaction	31 318	28 218
± Résultat des opérations sur titres de placement	(13 957)	4 986
± Résultat des opérations de change	48 528	8 239
± Résultat des opérations sur produits dérivés	1 784	1 596
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	**67 673**	**43 039**
± Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
+ Divers autres produits bancaires	50 035	40 000
- Diverses autres charges bancaires	2 234	1 777
± PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPÔTS D'INVESTISSEMENT		
PRODUIT NET BANCAIRE	**157 381**	**129 382**
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	(169)	
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	691	1 023
- Autres charges d'exploitation non bancaire	825	30
- Charges générales d'exploitation	90 957	85 527
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**66 121**	**44 849**
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(2 565)	(222)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	(777)	(1 379)
RESULTAT COURANT	**69 464**	**46 450**
RESULTAT NON COURANT		
- Impôts sur les résultats	7 446	2 247
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**62 018**	**44 203**

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	30/06/2022	30/06/2021
(±) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**62 018**	**44 203**
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	14 043	13 828
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	169	
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux		
23 (+) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+) Dotations non courantes		
25 (-) Reprises de provisions	(877)	(1 379)
26 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		(36)
27 (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(±) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**75 352**	**56 615**
31 (-) Bénéfices distribués	85 560	(87 420)
(±) AUTOFINANCEMENT	**(10 208)**	**(30 805)**

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	30/06/2022	30/06/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**369 695**	**349 601**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	4 573	8 045
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	23 977	16 142
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	33 136	29 815
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	50 035	40 000
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	70 421	57 759
Autres produits bancaires	187 554	197 839
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**212 315**	**220 219**
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	23 441	13 499
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	25 232	18 963
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	37 655	27 626
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	125 988	160 130
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	**157 381**	**129 382**
Produits d'exploitation non bancaire	691	1 023
Charges d'exploitation non bancaire	825	30
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**90 957**	**85 527**
Charges de personnel	44 614	42 751
Impôts et taxes	1 386	1 362
Charges externes	25 343	22 816
Autres charges générales d'exploitation	5 571	4 770
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	14 043	13 828
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**1 306**	
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables	1 037	
Autres dotations aux provisions	269	
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**4 480**	**1 601**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	3 602	222
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	877	1 379
RESULTAT COURANT	**69 464**	**46 450**
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS	**69 464**	**46 450**
Impôts sur les résultats	7 446	2 247
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**62 018**	**44 203**

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2022	31/12/2021
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	319 660	599 996
2 (+) Récupérations sur créances amorties		
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	691	6 671
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées	(203 697)	(338 499)
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	(1 862)	(6 275)
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	(76 914)	(161 862)
7 (-) Impôts sur les résultats versés	(7 446)	(28 097)
I Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**30 432**	**71 933**
Variation des :		
8 (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	159 433	130 950
9 (+) Créances sur la clientèle	106 813	(391 923)
10 (+) Titres de transaction et de placement	(77 116)	(2 284 640)
11 (+) Autres actifs	(47 929)	(327 336)
12 (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(502 551)	1 329 579
14 (+) Dépôts de la clientèle	833 293	1 102 447
15 (+) Titres de créance émis	266 142	557 732
16 (+) Autres passifs	(503 358)	(237 360)
II Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**234 727**	**(120 551)**
III FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	**265 158**	**(48 618)**
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		259
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières		(11 918)
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(14 517)	(35 083)
21 (+) Intérêts perçus		
22 (+) Dividendes perçus	50 035	40 182
IV FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**35 518**	**(6 560)**
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées	(7 915)	512 775
25 (+) Emission d'actions		
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27 (-) Intérêts versés	(8 618)	(12 775)
28 (-) Dividendes versés	(85 560)	(87 420)
V FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**(102 093)**	**412 580**
VI VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	**198 584**	**357 402**
VII TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**430 418**	**73 016**
VIII TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**629 002**	**430 418**

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

TITRES DE TRANSACTION

Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.

À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

TITRES DE PLACEMENT

Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment.

Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS

Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette,actif net réévalué,discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	30/06/2022	31/12/2021
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	629 002	13 865	10 353	8 823	662 043	583 686
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS FINANCIERS		333 333			333 333	366 667
AUTRES CREANCES		455			455	
INTERETS COURUS A RECEVOIR		1 321			1 321	7 649
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	629 002	348 975	10 353	8 823	997 152	958 001

CREANCES SUR LA CLIENTELE

		Secteur privé				
CREANCES	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Secteur privé Autre clientèle	Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
CREDITS DE TRESORERIE	51 465	96	112 413	1 165	165 138	337 312
- Comptes à vue débiteurs	51 465	96	17	1 165	52 743	215 977
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie			112 396		112 396	121 334
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 157	2 157	2 322
CREDITS A L'EQUIPEMENT	400 000		450 537		850 537	790 182
CREDITS IMMOBILIERS				799	799	896
AUTRES CREDITS			587		587	640
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR	5 249		6 584		11 834	6 513
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL	456 714	96	570 121	4 122	1 031 052	1 137 865

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

			Emetteurs privés			
TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	financiers	non financiers	Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
TITRES COTES	13 090		3 375	7 104	23 569	24 377
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE	13 090		3 375	7 104	23 569	24 377
TITRES NON COTES	1 420 907	8 769 735	992 356	307 195	11 490 193	11 421 213
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		8 153 529			8 153 529	7 477 127
OBLIGATIONS	27 719	562 522	13 900	307 195	911 335	1 250 529
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 393 188	32 366	19 960		1 445 514	1 365 233
CERTIFICATS DE SUKUK		21 319			21 319	21 166
TITRES DE PROPRIETE			958 496		958 496	1 307 158
TOTAL	1 433 997	8 769 735	995 731	314 299	11 513 763	11 445 590

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	**7 377 541**	**7 377 001**	**7 377 001**			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6 958 190	6 957 572	6 957 572			
OBLIGATIONS	228 278	228 356	228 356			
AUTRES TITRES DE CREANCE	169 754	169 754	169 754			
CERTIFICATS DE SUKUK	21 319	21 319	21 319			
TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT*	**4 195 751**	**4 185 384**	**3 190 743**	**10 625**	**16 480**	**43 049**
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1 204 348	1 194 997	1 194 100	23	9 009	
OBLIGATIONS	727 026	727 804	722 543	5 378	920	43 049
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 277 521	1 275 312	1 274 100	17	1 761	
TITRES DE PROPRIETE	986 856	987 271		5 207	4 790	
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	**462 313**	**478 002**
DEBITEURS DIVERS	**757 090**	**689 868**
Sommes dues par l'Etat	206 091	206 300
Débiteurs divers	305 288	295 364
Produit à recevoir	31 244	55 494
Charges constatées d'avance	1 265	119
Autres comptes	213 202	132 592
TOTAL ACTIF	**1 219 403**	**1 167 870**

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	30/06/2022	31/12/2021
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	**1 504 252**	**2 027 635**
CREDITEURS DIVERS	**205 429**	**185 403**
Sommes dues à l'Etat	61 594	110 555
Créditeurs Divers	95 080	5 641
Dettes Fournisseurs	27 694	30 617
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	21 060	38 590
TOTAL PASSIF	**1 709 681**	**2 213 039**

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
Autres titres de participation et emplois assimilés					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	12,9%	1 354	1 354
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	49 274
Titres de l'activité de portefeuille					
Titres de l'activité de portefeuille	FINANCIER			11 917	11 747
TOTAL PARTICIPATIONS				**281 634**	**260 464**
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				**281 634**	**260 464**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions: Montant des amortis et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**160 919**	**13 021**		**173 939**	**90 186**	**10 978**		**101 164**	**72 775**
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	160 055	13 021		173 076	90 186	10 978		101 164	71 911
- Autres immobilisations incoporelles d'exploitation en cours	863			863					863
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**71 001**	**1 496**		**72 497**	**56 451**	**3 064**		**59 515**	**12 982**
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	**21 399**	**188**		**21 587**	**17 582**	**718**		**18 300**	**3 287**
Terrain d'exploitation									
Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	21 399	188		21 587	17 582	718		18 300	3 287
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	**49 602**	**1 308**		**50 910**	**38 869**	**2 346**		**41 215**	**9 695**
Mobilier de bureau d'exploitation	6 430	263		6 693	4 285	233		4 518	2 175
Matériel de bureau d'exploitation	1 170			1 170	997	35		1 032	139
Matériel informatique	39 535	1 045		40 579	32 309	1 832		34 141	6 438
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 467			2 467	1 277	247		1 524	943
Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT									
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation									
Mobilier et matériel hors exploitation									
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	**231 919**	**14 517**		**246 436**	**146 636**	**14 043**		**160 679**	**85 757**

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		**31 107**	**53 081**	**355 574**	**439 762**	**284 688**
VALEURS DONNEES EN PENSION	**2 473 894**		**616 500**		**3 090 394**	**4 245 540**
- au jour le jour	300 174		616 500		916 675	1 607 485
- à terme	2 173 720				2 173 720	2 638 055
EMPRUNTS DE TRESORERIE	**693 000**	**250 000**	**950 000**	**63 379**	**1 956 379**	**1 054 608**
- au jour le jour			950 000		950 000	600 000
- à terme	693 000	250 000		63 379	1 006 379	454 608
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES		**84**			**84**	**404 342**
INTERETS COURUS A PAYER	**477**	**11**	**70**		**558**	**549**
TOTAL	**3 167 370**	**281 202**	**1 619 651**	**418 953**	**5 487 176**	**5 989 727**

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	858	719 391	937 889	38 444	**1 696 582**	**1 055 785**
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		658 369		2 500	**660 869**	**757 573**
AUTRES COMPTES CREDITEURS	94 010	1 034 545	13 388	261	**1 142 204**	**845 675**
INTERETS COURUS A PAYER		2 576		13	**2 589**	**9 917**
TOTAL	**94 868**	**2 414 881**	**951 277**	**41 218**	**3 502 244**	**2 668 951**

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	CARACTERISTIQUES					MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	3,29%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	15/09/2021	14/09/2022	100	1,80%	INFINE	435 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/09/2021	26/09/2022	100	1,81%	INFINE	340 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	07/02/2022	08/08/2022	100	1,77%	INFINE	150 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	07/02/2022	06/02/2023	100	1,91%	INFINE	450 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	25/02/2022	24/02/2023	100	1,86%	INFINE	260 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/04/2022	26/04/2023	100	1,91%	INFINE	180 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/04/2022	26/07/2022	100	1,78%	INFINE	320 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2022	30/08/2022	100	1,76%	INFINE	100 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2022	29/11/2022	100	1,82%	INFINE	230 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2022	31/05/2023	100	2,01%	INFINE	60 000			
TOTAL						**2 725 000**			

(1) Il S'agit de : Certificats de dépôt, Emprunts obligataires, Bons des sociétés de financement, Autres titres de créance
(2) amortissement annuel ou infine

DETTES SUBORDONNEES

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES			MONTANT	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
TOTAL						**500 000**		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2021	Dotations	Reprises	Autres variations	30/06/2022
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	**82 982**	**21 784**	**9 315**		**95 451**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	7 543		959		6 584
Titres de placement	46 269	21 615	8 356		59 529
Titres de participation et emplois assimilés	21 000	169			21 169
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	8 170				8 170
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	**34 277**	**100**	**877**		**33 500**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	33 007		877		32 130
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	1 269	100			1 369
Provisions réglementées					
TOTAL	**117 258**	**21 884**	**10 192**		**128 951**

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	30/06/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	**2 346 726**	**1 995 793**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**619 754**	**286 780**
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	619 754	286 780
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**1 726 971**	**1 709 013**
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	1 726 971	1 709 013
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	**909 438**	**909 438**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**500 000**	**500 000**
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**409 438**	**409 438**
Garanties de crédits	409 438	409 438
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Montant du capital	**930 000 000**
Montant du capital social souscrit et non appelé	**0**
Valeur nominale des titres	**100**

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
		Exercice précédent	Exercice actuel		
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	9 299 994	100%	100%
MR ABDELLATIF ZAGHNOUN	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME MERIAM MECHAHOURI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR HAMID TAWFIKI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR KHALID EL HATTAB	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		**9 300 000**	**9 300 000**	**100%**	**100%**

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2021	Affectation du résultat	Autres variations	30/06/2022
Réserves et primes liées au capital	**164 822**			**169 318**
Réserve légale	62 822		4 497	67 318
Autres réserves	102 000			102 000
Capital	**930 000**			**930 000**
Capital appelé	930 000			930 000
Report à nouveau (+/-)	**187**	(187)	66	**66**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**89 936**	(89 936)		**62 018**
TOTAL	**1 184 945**	**(90 123)**	**4 563**	**1 161 402**

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	30/06/2022	31/12/2021
Engagements donnés	**2 830 258**	**2 924 742**
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 830 258	2 924 742
Engagements reçus	**1 151 834**	**588 567**
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	1 151 834	588 567

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2022	31/12/2021
Opérations de change à terme			**182 339**	**95 922**
Devises à recevoir			1 409 751	1 276 694
Dirhams à livrer			(655 276)	(475 701)
Devises à livrer			(1 857 288)	(1 514 434)
Dirhams à recevoir			1 285 152	809 363
Engagements sur produits dérivés			**414 340**	**395 939**
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			414 340	395 939
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons duTrésor et valeurs assimilées			
Autres titres	445 000		
Hypothèques	546 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	3 680 880		
Total	**4 672 650**		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçu	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 666 684		
Autres titres	1 502 576		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	**7 169 261**		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D< 1 mois	1 mois<D< 3 mois	3 mois<D< 1 an	1 an <D< 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	33 496				333 333	366 830
Créances sur la clientèle	53 336		6 275	238 774	720 833	1 019 219
Titres de créance	99 941	592 088	1 726 278	4 963 767	3 149 623	10 531 697
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	**186 774**	**592 088**	**1 732 553**	**5 202 541**	**4 203 790**	**11 917 746**
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 793 618	693 000				5 486 618
Dettes envers la clientèle	2 883 786	529 369	86 500			3 499 655
Titres de créance émis	320 000	1 025 000	1 180 000	200 000		2 725 000
Emprunts subordonnés					500 000	500 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
TOTAL	**7 997 404**	**2 247 369**	**1 266 500**	**200 000**	**500 000**	**12 211 273**

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
28	5 002 587

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dans l'encours dépasse 10% des FPP

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF,DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	30/06/2022
ACTIF	**739 325**
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et invest	739 325
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF	**410 130**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	410 130
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	**30/06/2022**
Engagements donnés	**1 958 054**
Engagements reçus	**1 520 602**

MARGE D'INTERET

	30/06/2022	30/06/2021
INTERETS PERCUS	**61 685**	**54 003**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	4 573	8 045
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	23 977	16 142
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	33 136	29 815
INTERETS SERVIS	**86 327**	**60 089**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	23 441	13 499
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	25 232	18 963
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	37 655	27 626

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	30/06/2022	30/06/2021
Titres de placement	275	
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	49 760	40 000
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	**50 035**	**40 000**

COMMISSIONS

	30/06/2022	30/06/2021
COMMISSIONS PERCUES	**70 421**	**57 759**
Commissions sur Fonctionnement de compte	118	271
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	37 365	44 930
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	13 246	2 405
Autres commissions sur prestations de services	19 692	10 153
COMMISSIONS SERVIES	**3 873**	**3 552**
Charges sur moyens de paiement	356	405
Commissions sur achats et ventes	271	150
Commissions sur droits de garde	2 864	2 713
Autres charges sur prestations	382	284

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2022	30/06/2021
PRODUITS	**187 554**	**197 839**
Gains sur les titres de transaction	104 845	159 369
Plus value de cession sur titres de placement	4 742	5 754
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	5 713	3 429
Gains sur les produits dérivés	2 058	1 900
Gains sur les opérations de change	70 195	27 388
CHARGES	**119 881**	**154 801**
Pertes sur les titres de transaction	73 527	131 151
Moins value de cession sur titres de placement	2 797	408
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	21 615	3 789
Pertes sur les produits dérivés	273	303
Pertes sur opérations de change	21 668	19 149
RESULTAT	**67 673**	**43 039**

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	30/06/2022	30/06/2021
Charges de personnel	**44 614**	**42 751**
Rémunérations du personnel	36 175	34 522
Charges sociales	5 643	5 690
Autres charges	2 796	2 539
Impôts et taxes	**1 386**	**1 362**
Charges externes	**25 343**	**22 816**
Autres charges générales d'exploitation	**5 571**	**4 770**
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	**14 043**	**13 828**
TOTAL	**90 957**	**85 527**

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	30/06/2022	30/06/2021
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	**61 566**	**37 710**
Autres produits bancaires	187 554	197 839
Autres charges bancaires	125 988	160 130
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	**(133)**	**994**
Produits d'exploitation non bancaires	691	1 023
Charges d'exploitation non bancaires	825	30
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**1 306**	
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**4 480**	**1 601**
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS		
Produits non courants		
Charges non courantes		

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2022 AU 30 JUIN 2022

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	157 381	66 121	69 464
- Autres activités			
TOTAL	**157 381**	**66 121**	**69 464**

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Maroc	157 381	66 121	69 464
- Autres zones			
TOTAL	**157 381**	**66 121**	**69 464**

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	**62 018**	
Bénéfice net	**62 018**	
Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	**9 019**	
1- Courantes	**1 573**	
- Charges sur exercices antérieurs	869	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions		
- Charges non déductible	598	
- Excedent d'amortissements voitures	106	
2- Non courantes	**7 446**	
- Impôts sur les sociétés	7 446	
- Contribution à la solidarité		
III - DEDUCTIONS FISCALES		**50 913**
1- Courantes		**50 913**
- Produits des titres de participations et placement		50 035
- Reprise de provisions		877
2- Non courantes		
TOTAL	**71 037**	**50 913**
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	**20 124**	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		-
OU		
Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

Exercice n-1

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I DETERMINATION DU RESULTAT		31/12/2021
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	(+ ou -)	69 464
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	1 573
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	50 913
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	20 124
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	7 446
Résultat courant après impôts	(=)	62 018

II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

NEANT

PASSIFS EVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2018 à 2021 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		**B- Affectation des résultats**	
Décision de l'AGO du 30/03/2022			
Report à nouveau	187	RESERVES LEGALES	4 497
Résultats nets en instance d'affectation		RESERVES FACULTATIVES	
Résultat net de l'exercice	89 936	Dividendes	85 560
Prélèvements sur les bénéfices		RAN	66
Autres prélèvements			
Réserves facultatives			
TOTAL A	**90 123**	**TOTAL B**	**90 123**

EFFECTIFS

(en nombre)

EFFECTIFS	30/06/2022	31/12/2021
Effectifs rémunérés	162	160
Effectifs utilisés	162	160
Effectifs équivalent plein temps	162	160
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	162	160
Cadres (équivalent plein temps)	157	155
Employés (équivalent plein temps)	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) 30-Juin-2022

. Date d'établissement des états de synthèse (2) 19-Septembre-2022

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

NEANT

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes 30/06/2022	Montants enmilliers de DH 30/06/2022
Titres dont l'établissement est dépositaire	**542**	**118 576 195**
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 500 309
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	63	60 569 349
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	476	55 506 537
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	30/06/2022	31/12/2021
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

(en nombre)

COMPTES DE LA CLIENTELE	30/06/2022	31/12/2021
Comptes courants	444	422
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 968	1 981
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	11	14
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	9	10
TOTAL	**2 432**	**2 427**

LISTE DES ÉTATS "NEANT" :

A2	ETAT DES DEROGATIONS
A3	ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
B7	CREANCES SUBORDONNEES
B8	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B9BIS	PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS
B15	SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina - Casablanca

COOPERS AUDIT

83, Avenue Hassan II
Casablanca

CDG CAPITAL S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2022

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2022. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 1 666 263 KMAD, dont un bénéfice net de 62 018 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le Conseil d'administration en date du 19 septembre 2022 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL S.A arrêtés au 30 juin 2022, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 23 septembre 2022

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment "C" - Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Coopers Audit Maroc S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdelaziz Almechatt
Associé

Lien vers publications financières :

https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere